**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 16 mars 2015

CP2015_03_10
id. 1621

L'an deux mille quinze le seize mars , les membres de la Commission Permanente légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général ou de son représentant. Après avoir constaté le quorum légal, la Commission Permanente peut valablement délibérer.

Présents ou ayant donné procuration de vote :

M. ALBERT, M. ASTOUL, M. BAYLET, M. CAMBON, M. CAPAYROU, M. DESCAZEAX, M. EMPOCIELLO, M. GONZALEZ, M. LAVABRE, M. MARTY, M. MASSIP, M. QUEREILHAC, M. ROGER, M. ROSET

Absent(s) :

M. HEBRAL

**PROJET DE VENTE D'UNE PARCELLE DÉPARTEMENTALE
SITUÉE 80 AVENUE DE PARIS À MONTAUBAN**

Le Département est propriétaire de la parcelle cadastrée DO 398, sise 80 avenue de Paris à Montauban, d'une contenance de 1 255 m².

Ce terrain se situe à l'intersection entre la route de Nègrepelisse (RD 958) et la route de Paris (ex RN 20, dont le gestionnaire est la Communauté d'Agglomération de Montauban).

Il constituait une réserve foncière, qui, en cas de besoin, aurait pu permettre aux collectivités d'améliorer les conditions de circulation et de sécurité de ce carrefour très fréquenté.

Cet espace appartenant au domaine privé du Département, non constructible, est aujourd'hui utilisé par les visiteurs et clients des commerces situés aux alentours, d'une façon empirique et désordonnée. Cela pose des problèmes de sécurité, de propreté, de maintenance et de responsabilité.

L'action du Département ne nécessite pas de conserver ce bien. En effet, l'intérêt de réaménager ce carrefour dit « du Petit Versailles » en utilisant la présente parcelle ne se justifie pas du point de vue du gestionnaire de voirie qu'est le Conseil Général.

Par courrier du 12 juin 2013, notre collectivité a proposé à la Commune de Montauban une mise à disposition de ce terrain, proposition restée sans réponse.

Par ailleurs, sur ce bien, est implanté un équipement technique appartenant à Orange, occupant sans titre à ce jour, la permission d'occupation délivrée par l'Etat à l'époque (ex RN 20) étant expirée depuis le 18 mars 2013. De ce fait, la vente de cette parcelle interviendrait avec une servitude de fait, ce qui supposerait que l'acquéreur traiterait directement avec Orange, une fois la vente régularisée par acte notarié.

L'estimation de France Domaine s'établit à 112 950 € (90 € le m² x 1 255 m²).

Je vous propose le mode opératoire tel que présenté.

Si ce projet recueille votre assentiment, je vous demanderais de bien vouloir délibérer.

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil Général du 21 avril 2011 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Autorise Monsieur le Président à lancer la procédure de mise en vente du terrain DO 398 (grevé d'une servitude de fait), sis 80 avenue de Paris à Montauban, d'une superficie de 1 255 m² ;
- Décide que la vente se fera au profit du meilleur enchérisseur, et ce pour un prix de réserve égal à l'estimation des Domaines, à savoir 112 950 € ;
- Autorise Monsieur le Président à présenter un rapport à l'Assemblée Départementale pour validation de cette vente.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,

Jean-Michel BAYLET